SEPTEMBRE 2026

TIRE-AU-FLANC

N°8

CONTRE LA GUERRE / CONTRE L'EXPLOITATION

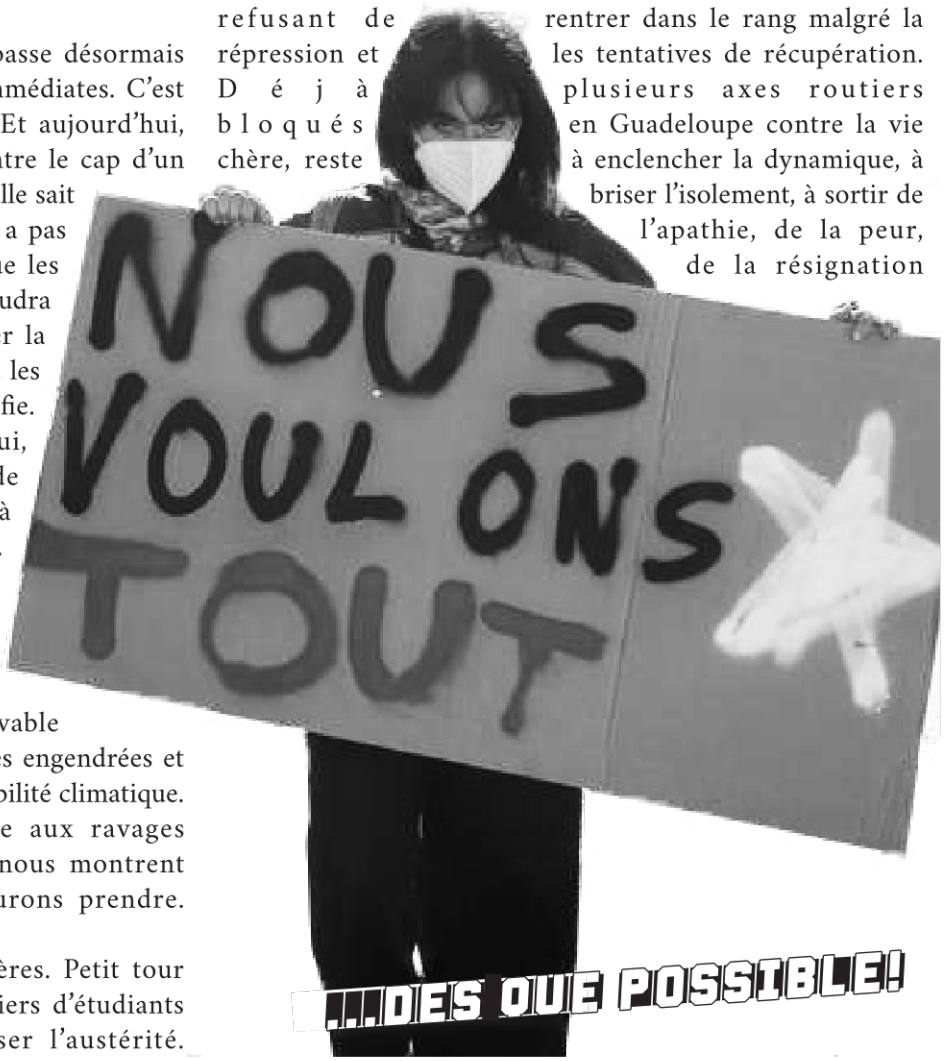
NE RIEN DEMANDER, PRENDRE !

Depuis quelques temps, les gémissements du gouvernement et de ses amis bourgeois se font entendre. Sentant souffler le vent de la révolte, ils entonnent tous le même refrain : « On n'est pas responsable ! ». Pas responsable de la « situation internationale ». Pas responsable des prix à la pompe. Pas responsable de la canicule historique qu'on vient de subir. Pas responsable, surtout, de la colère qui monte de partout et qui vient d'exploser dans les lycées. Peut-être qu'ils commencent à flipper, tous ces ministres, patrons de stations-service, proviseurs et politiciens... Les voilà qui appellent au dialogue démocratique tout en envoyant les flics tabasser les révoltés, ou qui tentent de récupérer la contestation pour la transformer en bulletins de vote. Mais personne n'est dupe. Ceux qui prétendent subir la situation sont précisément ceux qui sont responsables d'un système qui n'en finit pas de nous déposséder de tout.

Car si les lycées s'embrasent, la colère dépasse désormais largement les revendications matérielles immédiates. C'est une révolte plus profonde qui s'exprime. Et aujourd'hui, c'est la jeunesse des lycées prolos qui montre le cap d'un mouvement autonome au reste de la classe. Elle sait ce qui l'attend : que, dans ce monde, il n'y a pas de place au soleil pour tout le monde ; que les budgets militaires explosent car demain, il faudra fabriquer des drones à la chaîne, alimenter la machine de guerre et, peut-être, apprendre à les esquiver si l'affrontement mondial s'intensifie. Que la guerre qui se prépare aujourd'hui, c'est toujours aux mêmes qu'on demande de la produire et d'en supporter le coût à travers les mesures d'austérité permanentes. Que le prix de l'essence ne permettra ni de se déplacer ni de faire des cocktails ; que les étés caniculaires qui s'éternisent, alternés à des orages et à des crues diluviennes, ne sont que les prémisses du monde invivable qu'on va devoir se coltiner ; que les pénuries engendrées et l'inflation seront le prix à payer de cette instabilité climatique. Car il n'y a pas de solution capitaliste aux ravages engendrés par le capitalisme. Les luttes nous montrent que nous n'auront que ce que nous saurons prendre.

Et cette colère ne s'arrête pas aux frontières. Petit tour de la lutte des classes : Au Chili, des milliers d'étudiants sont descendus dans la rue pour refuser l'austérité. En Albanie depuis mai, une lutte contre la corruption gouvernementale et la privatisation des services publics s'est transformée en confrontation ouverte avec le pouvoir. À Tirana, les affrontements ont pris des allures de guérilla urbaine : des institutions ont été prises pour cible, le ministère de l'Éducation et la mairie ont été incendiés, tandis que le ministère de la Justice et le Parlement ont échappé de peu aux flammes, dommage que les drapeaux ne subissent pas le même sort.

Depuis quelques semaines en France, des appels à se retrouver le 17 octobre circulent pour bloquer le pays et lutter ensemble, comme on a pu le faire pendant les Gilets Jaunes, suite à la hausse du gasoil, des denrées et au ras-le-bol général. Le mouvement lycéen, malgré son isolement, tient bon. Il continue de faire face à l'État avec audace, refusant de rentrer dans le rang malgré la répression et les tentatives de récupération. Déjà plusieurs axes routiers bloqués en Guadeloupe contre la vie chère, reste à enclencher la dynamique, à briser l'isolement, à sortir de l'apathie, de la peur, de la résignation

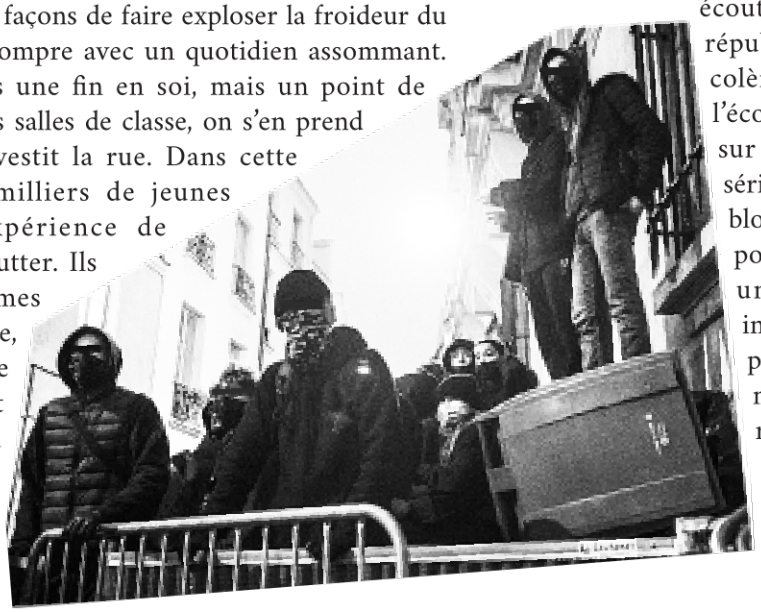


« BISMILLAH, C'EST

On dit souvent qu'en période électorale, il ne se passe jamais rien. Que les journées s'égrènent au rythme des inévitables et ridicules joutes entre politiciens au sujet de fausses bonnes idées qui sont de vrais mensonges. C'était sans compter sur la rage des lycéens et lycéennes! L'irruption d'un mouvement explosif a suspendu pour un temps le spectacle d'une clique de prétendants au pouvoir se battant pour la présidence de la République comme des chiens pour un nonos. Partie d'un lycée de Creteil en banlieue parisienne le 17 septembre, la révolte s'étend en quelques jours à l'ensemble du pays, des lycées professionnels et généraux des grandes villes à ceux des petites villes, des campagnes, jusqu'aux Outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Mayotte).

UN MOUVEMENT QUI DÉBORDE

En deux semaines, des centaines de lycées sont bloqués, certains incendiés. Des milliers de jeunes s'organisent se rassemblent devant les bahuts pour faire entendre leur colère face à un avenir qui ne leur promet que la guerre, le désastre climatique et l'exploitation. Chaque jour, au sein du mouvement, un bouillonnement d'initiatives vient foutre le bordel et amène une bouffée d'air frais : rassemblements, blocages, manifs sauvages, feux d'artifices, barricades enflammées, pillages et affrontements avec les keufs. La musique rythme les rassemblements, les pancartes foisonnent et les slogans sont scandés en chœur, repris et réinventés collectivement. Sur les blocages, on imporvise discussions et débats, et les idées circulent.Sur les réseaux sociaux, les points de rendez-vous circulent, les images s'enchaînent et les scènes les plus improbables deviennent virales. Ca se déguise, ça improvise et ça partage les moments les plus drôles. Autant de façons de faire exploser la froideur du cadre scolaire et de rompre avec un quotidien assommant. Le blocage n'est plus une fin en soi, mais un point de départ : on déserte les salles de classe, on s'en prend aux bahuts et on investit la rue. Dans cette effervescence, des milliers de jeunes font ensemble l'expérience de nouvelles façons de lutter. Ils s'organisent eux-mêmes de manière horizontale, sansadultes ni cadre puisqu'heureusement les organisation politiques et syndicats lycéens ne sont que très peu implantés.



Les échauffourrées actuelles devant les lycées les plus déterminés résonnent avec les émeutes menées par les jeunes en juillet 2023 suite à l'assassinat de Nahel ainsi qu'avec la révolte de la même jeunesse en Kanaky. De la même manière, les manifestations syndicales zombies qui se greffent au mouvement lycéen depuis deux semaines font écho à celles du mouvement contre la réforme des retraites de 2023. Les appels des syndicats à défendre le statut des fonctionnaires et un service public non dégradé sont largement déconnectés de la lutte de jeunes prolos, qui eux ont compris que l'Etat ne lâchera pas de miettes et qu'il est prêt à faire des morts pour nous imposer l'austérité. Si l'on remonte encore plus loins manière, le refus de l'encadrement sur les blocages et la propagation fulgurante à l'ensemble de la France (et plus récemment en Belgique, Italie et maintenant des étudiants en Albanie) évoquent la lutte des Gilets jaunes et le début du mouvement lycéen d'automne 2018 (qui avait subi un écrasement très rapide).



La force de ce mouvement composés de jeunes de toutes les classes sociales, c'est son autonomie politique, sa capacité à s'organiser au jour le jour de manière spontanée, à se coordonner et s'entraider largement. C'est pourquoi il échappe au contrôle et c'est tant mieux.Quoi de plus efficace que l'action directe pour se faire entendre? Quand le lycée ne fonctionne plus, plus besoin d'aller s'entasser en cours et de passer ses journées dans des conditions de merde à écouter un prof vomir son catéchisme républicain. Derrière les barricades, la colère déborde largement les murs de l'école et les revendications habituelles sur le manque de moyens. Qui pense sérieusement que tout ce monde se lève bloquer les lycées depuis deux semaines pour un peu plus de budget peinture, une clim, un Parcoursup moins inégalitaire et quelques professeurs en plus? Le débordement est la meilleure manière de refaire fleurir la critique radicale de l'école et du monde qu'elle reproduit. C'est quand la dernière fois qu'une grève dure a eu cette gueule ? Ils n'ont eu besoin de personne pour se mettre en lutte, ils n'ont demandé aucune permission et jusqu'à présent rien ne les arrête!

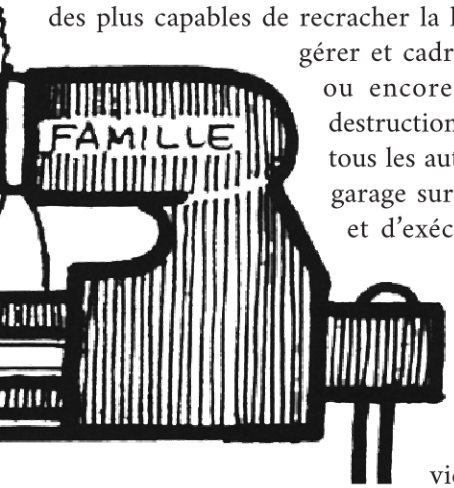
L'ÉCOLE TERRAIN DE RÉVOLTE

Pilier central de la société, machine à reproduire les classes sociales et à broyer toute forme d'émancipationn c'est à l'école que se fabrique l'unité nationale. Et ça commence

T LES TÉNÈBRES !»



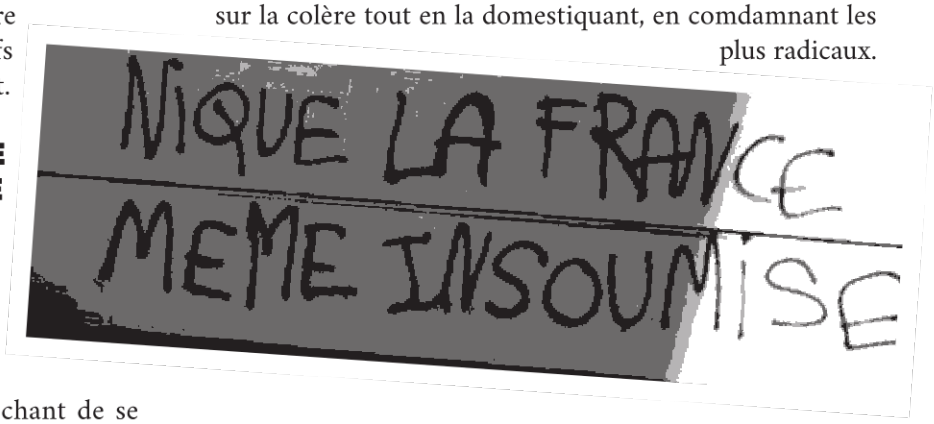
dès le plus jeune âge dans le royaume du «tais toi et apprends» de 8h à 18h. Parce que l'éducation nationale c'est l'instance d'abrutissement, de tri et d'exclusion. Elle opère la sélection des meilleurs, c'est-à-dire des plus capables de recracher la leçon, afin de les envoyer gérer et cadrer la masse des exploités ou encore inventer les armes de destruction de demain. Et elle envoie tous les autres vers diverses voies de garage sur des postes de subalterne et d'exécutant dans un quotidien fait de soumission et d'obéissance. C'est donc un spectacle insupportable que de voir à la télé les élèves de lycées de bourges qui viennent s'excuser de leurs privilèges et jouer la compassion avec les élèves de lycées de prolos. Si les lycées professionnels sont au coeur de la contestation, ce n'est pas un hasard: c'est le lieu où l'Etat prépare les jeunes dès le lycée au travail précoce, à se bousiller la santé dans des conditions d'apprentissage hardcores entre bâtiments délabrés, chaleur étouffante ou froid polaire, proliférations de rats et autres joyeusetés. Il n'y a rien à défendre là-dedans, ni dans le reste des rapports de production qui dominent notre triste monde. C'est significatif que ce soit dans cette charnière que ça pète quand la tendance générale des Etats c'est de réduire les coûts de la reproduction sociale en laissant les hopitaux et les écoles de seconde zones à l'abandon pour injecter la thune dans la défense et le militaire. C'est l'ordre tout entier qui est ici contesté : l'autorité des profs et des parents, la discipline scolaire et de l'État.



L'ORDRE SOCIAL TENTE DE REPRENDRE LE CONTRÔLE

Dès le debut la matraque frappe fort. Gaz lacrymogènes, grenades de désencerclement, tirs à bout portant : l'arsenal policier se déchaîne sur les manifestants, provoquant des scènes d'horreur, des mutilations et des blessures graves. Puis, pour endiguer la révolte en empêchant de se rassembler, l'Etat fait fermer massivement les lycées. Les interpellations se multiplient, la justice condamne : on compte plus de 8000 gav, des procès fast and furious qui finissent avec des jours de TIG ou de la taule. A la répression policière s'ajoute la chasse aux bloqueurs dans les bahuts : sanctions disciplinaires, flicage et mise au ban des lycéens récalcitrants.

Certains politicards foutent la pression aux darons en brandissant la menace de couper les aides sociales aux familles des lycéens ayant participé au mouvement. Tout l'arsenal disciplinaire est mobilisé pour remettre au pas celles et ceux qui ont osé relever la tête. Dans le mouvement, une haine féroce de la police se fait bien sentir, comme déjà dans les émeutes quelques années plus tôt. A l'école, les prolos sont dressés à devenir de la chair à patron, de la chair à canon pour les guerres d'aujourd'hui et de demain, et du gibier pour les flics dès qu'ils sortent du rang. C'est en se confrontant à la violence des keufs et à la répression que les jeunes font l'expérience concrète du rôle de la police comme bras armé de l'État. La police ne réprime pas seulement les mouvements sociaux, elle impose aussi son ordre au quotidien. Comment s'étonner, alors, qu'une détestation commune de la police éclate au fil du mouvement? Mais pour maintenir l'odre, les flics ne sont pas seuls. Alors que les blocages lycéens posaient des bases de lutte radicales, la gauche, ses militants et son idéologie du compromis sont entrés en scène pour canaliser le mouvement. On a pu voir les tentatives lourdingues de députés LFI développant le syndrôme du personnage principal ou de vieux syndicalistes se retrouvant à faire la circulation, complètement dépassés par les évènements. Pour ces pacificateurs hypocrites, l'unité passe par le fait de dégager les mauvais manifestants. Dans les blocages, certains encartés débarquent pour sermonner les «fauteurs de troubles»; d'abord applaudis et bien accueillis, ils se sont ensuite fait insulter et virer sans ménagement. A l'expérimentation de l'autonomie, la société tout entière répond par paternalisme, violence et punition. En voulant étendre la lutte au «mouvement lycéen et étudiant» ou à une pseudo «convergence des luttes», l'objectif est clair : capitaliser sur la colère tout en la domestiquant, en comdamnant les plus radicaux.



Avec les élections en toile de fond, la gauche polarise le débat en prêchant à tout va qu'il existe de simple solution budgétaire en réponse à la colère des révoltés. En essayant de transformer les blocages offensifs en manifestations passifistes, LFI et co tentent d'integrer une partie du mouvement à une forme démocratique de participation à l'Etat. Mais qui ignore encore que les formes légales de protestations (manif déclarée, grève d'un jour, petition ect) ne construisent rien d'autre que la défaite du mouvement social ?

Les journalistes et autres professionels des plateaux télé voudraient que le mouvement s'exprime par des mots précis, un langage clair et codifié. ils aimeraient pouvoir mettre des idées et des concepts sur cette mobilisation pour les faire rentrer dans leur matrice idéologique à récupération. Les réactionnaires et les franges les plus radicalisées de la bourgeoisie ne répondent eux que par mépris, racisme et fantasme autoritaire, par la légitimation d'une violence débridée contre des jeunes de 14 piges. Leur courage ne peut nous laisser indifférent. Il est temps de répondre au mépris par la haine de classe. S'il est clair depuis une vingtaine d'année que le compromis social en France est définitivement enterré, tout le monde est en train de comprendre que pour arracher quelquechose il va falloir se battre et s'affronter violement avec l'Etat. L'isolement du mouvement l'épuisera si on se donne pas les moyens de le poursuivre et qu'on se met pas en jeu à chaque fois qu'une lutte sociale ouvre une brèche. On verra si le 17 octobre s'inscrit dans ce refus d'un futur catastrophique, d'un retour à la normale qui n'existe pas.

Il y a encore peu dans une interview télévisée du 24 septembre 2026 sur TF1, Emmanuel Macron a ironisé sur les appels à un mouvement social généralisé ou au retour des « Gilets jaunes » en déclarant : « On ne va pas faire un mouvement social contre la guerre en Russie ou le détroit d'Ormuz ».



MANTES-LA-JOLIE 2018, PARIS 2026



FLICS ET CURES AIMENT UNE JEUNESSE A GENOU

Le front de la foi nous fait suer

Surprise! Pour la rentrée 2026, la France, c'est-à-dire Paris, s'est affichée sur tous les écrans télé, transformée en grande messe pour la visite de monseigneur Léon Croix-bâton-V. Prières de rue et confession-tappinage sur les trottoirs de la capitale, banderoles aux messages ridicules, témoignages de culs-bénits fans du Pape, ambiance JMJ et en bande-son leurs chansons niaisess partout sur les réseaux, rien ne nous est épargné. À croire que le cirque réactionnaire de la Manif pour tous en 2012 a été vite oublié ! Lointaines les images de représentants cathos, musulmans, juifs qui se tenaient tous par la main pour chanter le déshonneur de l'union de 2 personnes du même sexe. Le mariage ne nous intéresse pas, mais on n'aime pas que des puritains viennent nous expliquer qu'il ne doit exister qu'un seul modèle de relation amoureuse : un papa et une maman. C'est bien connu il ne faut pas un village pour élever un enfant, juste 2 personnes soumises à la norme et tous les autres au placard ! Comme en Iran où l'on pendait les pédés, en Russie, au Niger, au Sénégal où tous ceux considérés comme déviants subissent la répression... et partout où le carcan de la morale sexuelle cherche à écraser les individus.

Peu de temps avant l'évènement, Le Pen déclare vouloir interdire le port du voile musulman pour faire chier les arabes en les assimilant à l'islam rigoriste et polariser la campagne sur des thèmes bien identitaires. Ni une ni deux, des influenceuses sur les réseaux sociaux, plutôt de gauche, se précipitent pour faire la pub du port du voile islamique, vendu comme émancipateur, voire féministe. A les entendre la morale et le sexisme seraient devenus l'émancipation sexuelle de tous, c"est le monde à l'envers...

Le monde de demain, celui où l'émancipation passe par la soumission : à son État, à son patron, à son mari, à ses parents, à dieu qui n'existe pas, à la police, aux normes sociales, à sa communauté... Puisque les religions structurées en clergé ou non sont des entreprises économiques, leur section marketing élabore des propagandes au goût du jour pour ramener dans ses filets de plus en plus d'adeptes. Une religion désormais modernisée avec spectacles de drones et publicités religieuses par IA qui bombardent les réseaux, un message d'amour et de paix qui comme les promesses électorales, n'engagent que ceux qui les croient. 2000 ans à emmerder tout le monde, des croisades à l'inquisition, à persécuter les hérétiques, à se construire un royaume ici et maintenant bien matériel avec un patrimoine estimé à plusieurs milliards d'euros, sans oublier des myriades de gamins violés pour l'amour de dieu. C'est une désolation de voir que partout le nombre de croyants ne cesse d'augmenter et dans un monde où le capitalisme nous promet la barbarie, ça n'est certainement pas la croyance qui va nous sauver le cul!

NI OPIUM, NI PEUPLE, NI DIEU, NI MAÎTRE

IMPRIMER & DIFFUSER LE TIRE-AU-FLANC DEPUIS LE SITE : LOUKANIKOSRENNES.WORDPRESS.COM
POUR NOUS CONTACTER : TIRE-AU-FLANC@RISEUP.NET